



ASSEMBLÉE NATIONALE

16ème législature

Situation à Gaza

Question au Gouvernement n° 1553

Texte de la question

SITUATION À GAZA

Mme la présidente. La parole est à M. Éric Coquerel.

M. Éric Coquerel. Nous nous sommes rendus dimanche à Rafah avec plusieurs parlementaires. Nous y avons porté un message de paix : le cessez-le-feu permanent et immédiat, assorti de la libération des otages. *(Applaudissements sur les bancs des groupes LFI-NUPES, SOC, Écolo-NUPES et GDR-NUPES.)* Nous y avons rencontré les six médecins humanitaires français sortis de Gaza lundi. Je vais donner ma voix à l'un d'eux, Raphaël Pitti : il parle de rues et de trottoirs sans un mètre carré de libre, parce que 2 millions de personnes, qui ont fui le nord de Gaza bombardé, puis le sud de Gaza bombardé à son tour, sont désormais massées sans aucun abri dans un espace prévu pour en accueillir 200 000. Il décrit leur hôpital, le seul à peu près intact, comme un chaos sanitaire. Un tiers des patients sont des victimes des bombardements et des snipers israéliens. Il le certifie : il n'a vu parmi eux que des civils. Ceux qui arrivent là sont une minorité, capables de se traîner jusqu'à l'hôpital ; les autres meurent dans la rue. Le reste, ce sont des pathologies et des infections qui, faute de médicaments, deviennent mortelles.

Raphaël Pitti s'est rendu maintes fois en Syrie et en Ukraine ; il a été médecin militaire ; il n'a jamais vu pareil désastre. Il dit aussi : « Il y a pire que tuer un homme, c'est lui enlever sa dignité. Ici, il y a 27 000 morts et 2 millions d'êtres humains privés de leur dignité. »

Quand on demande « que pensez-vous du risque génocidaire énoncé par la Cour de justice internationale ? », les six médecins répondent : « Le génocide est en cours. »

M. François Cormier-Bouligeon. Aucun mot sur les otages ! *(Protestations sur les bancs du groupe Écolo-NUPES.)*

M. Éric Coquerel. Dans un mois, l'interrogation ne sera, de toute façon, plus de mise, car l'Unrwa – l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient –, la seule institution humanitaire et administrative présente, pourrait s'arrêter, faute de financements. Pour Raphaël Pitti, si l'Unrwa s'arrête, la population est condamnée.

M. François Cormier-Bouligeon. Honteux ! *(Protestations sur plusieurs bancs du groupe GDR-NUPES.)*

M. Éric Coquerel. Monsieur le ministre de l'Europe et des affaires étrangères, votre position en faveur d'un cessez-le-feu a été appréciée en Égypte et par les représentants palestiniens, mais concernant cette question vitale, la France doit faire plus. La France n'a pas suspendu son aide, mais pouvez-vous nous affirmer qu'elle s'engagera à poursuivre les versements à l'Unrwa au moins jusqu'aux conclusions du groupe chargé d'évaluer

sa neutralité, créé par l'ONU et mené par Catherine Colonna ? Que compte-t-elle faire pour que les pays qui ont interrompu leur versement – les États-Unis mais aussi des pays européens – reviennent sur cette décision ? *(Mmes et MM. les députés des groupes LFI-NUPES et Écolo-NUPES se lèvent et applaudissent. – Plusieurs députés du groupe GDR-NUPES, dont certains se lèvent, ainsi que du groupe SOC, applaudissent aussi.)*

Mme la présidente. La parole est à Mme la ministre déléguée chargée du renouveau démocratique, porte-parole du Gouvernement.

Mme Prisca Thevenot, *ministre déléguée chargée du renouveau démocratique, porte-parole du Gouvernement.* Je ne reprendrai pas les éléments que j'ai développés en réponse à Sabrina Sebaihi. S'agissant de l'Unrwa, je veux toutefois vous transmettre quelques précisions au nom du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, en tournée diplomatique dans la région.

Au vu de la situation humanitaire catastrophique à Gaza, la France poursuit la programmation de ses soutiens aux agences des Nations unies qui ne prévoyaient aucun versement à l'Unrwa au premier trimestre 2024. Nous attendons les conclusions du rapport dont la rédaction a été confiée à Catherine Colonna par le Secrétaire général des Nations unies. *(Exclamations sur divers bancs.)*

Données clés

Auteur : [M. Éric Coquerel](#)

Circonscription : Seine-Saint-Denis (1^{re} circonscription) - La France insoumise - Nouvelle Union Populaire écologique et sociale

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1553

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Renouveau démocratique, porte-parole du Gouvernement

Ministère attributaire : Renouveau démocratique, porte-parole du Gouvernement

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 7 février 2024

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 7 février 2024